

Répliquer à l'austérité libérale

Table ronde avec Claire Bolduc, Lorraine Guay et Gabriel Nadeau-Dubois

Emiliano Arpin-Simonetti

Number 783, March–April 2016

La résistance, impératif de notre temps

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/81021ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Arpin-Simonetti, E. (2016). Répliquer à l'austérité libérale : table ronde avec Claire Bolduc, Lorraine Guay et Gabriel Nadeau-Dubois. *Relations*, (783), 22–25.

RÉPLIQUER À L'AUSTÉRITÉ LIBÉRALE

TABLE RONDE

En cette période de démantèlement en règle des leviers d'action collective sous couvert d'austérité budgétaire, la résistance est plus que jamais nécessaire au Québec. Comment résister aux forces qui fragilisent la société québécoise? Quelles luttes sont susceptibles de susciter une véritable prise en main collective?

Avec:

Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale du Québec;

Lorraine Guay, militante, entre autres, à la Fédération des femmes du Québec, au collectif Résistance Nouvelle Gestion publique et aux Organisations unies pour l'indépendance du Québec (OUI Québec);

Gabriel Nadeau-Dubois, chroniqueur politique à Radio-Canada première, ex-porte-parole de la CLASSE et auteur de *Tenir tête* (Lux, 2013).

Quelles sont selon vous les forces qui fragilisent actuellement la capacité d'action collective de la société québécoise, et comment y résister?

Lorraine Guay: Ce n'est pas d'aujourd'hui que la société québécoise est fragilisée. La progression du néolibéralisme un peu partout en Occident, dès la fin des années 1970, se fait sentir aussi au Québec. En moins de 50 ans, on est passés d'une situation où l'on mettait sur pied des services publics à une situation où l'on privilégie de plus en plus une privatisation de tous ces outils collectifs et où l'on sacralise le privé. Par l'effet des *think tanks* et des médias grand public qui répètent les idées de droite, celles-ci ont fini par pénétrer l'esprit des gens, qui intériorisent l'idée qu'il faut se débrouiller tout seul, s'adapter, parce que «*There's no such thing as society*», comme disait Thatcher. La démolition de ce qu'on a appelé le «modèle québécois», que l'on vit actuellement sous le gouvernement Couillard, se fonde sur cette même conception étriquée du rôle de l'État, des services publics, de la démocratie.

Claire Bolduc: Ce qui fragilise le plus la société, selon moi, c'est d'abord le fait qu'une très petite élite a pris le contrôle du pouvoir et de l'argent dans notre société. Il faut faire comprendre le plus largement possible qu'on fait face à un détournement de l'argent public vers les intérêts d'une élite politique et économique de plus en plus restreinte et que cela a des conséquences très graves. Car, si frappé que l'on soit par les mesures d'austérité, entre autres, plusieurs se disent encore que ça ne les affecte pas directement, qu'ils peuvent s'arranger, et que c'est vrai qu'il faut réduire les dépenses de l'État. Actuellement, cette indifférence est la pire des blocages auxquels il faut s'attaquer.

Gabriel Nadeau-Dubois: Ce qu'on ne souligne pas assez, c'est à quel point la réponse a été faible face à la crise économique et financière de 2008, la pire depuis la Grande Dépression. En fait, cette crise a été une occasion pour les groupes d'intérêts qui défendent la vision néolibérale de la société de contre-attaquer et d'utiliser la conjoncture pour accélérer leurs réformes, se radicaliser. Avec l'érosion des conditions salariales depuis plus de 30 ans, ils ont pris les gens à la gorge, ce qui provoque des réactions de repli sur soi, de désolidarisation; sur le plan idéologique, ils ont mené une campagne d'une efficacité redoutable. Leur discours, au fond, est d'une simplicité désarmante; il se résume par ce mot d'ordre: «sauve ta peau, on n'a plus les moyens de la solidarité», repris partout, dans les milieux de travail, sur les campus, dans l'espace public.

L. G.: Une des premières formes de résistance que je vois à l'heure actuelle est le combat des idées. Contre les idéologies managériales, individualistes et les tentations fascistes de tout poil, il faut répliquer et proposer des façons différentes de penser le monde et notre société.

Les mouvements sociaux, les intellectuels, les médias alternatifs, entre autres, répliquent et, devant la destruction des



Véronique Doucet, *Fin de l'ère Pinochio*, 2016. Artiste invitée du n° 751 (septembre 2011)

services publics par exemple, proposent une autre vision qui montre qu'il s'agit non seulement de services, mais aussi d'outils de cohésion sociale, de partage des richesses à travers une fiscalité équitable. Les cerveaux sont peut-être pénétrés par le discours dominant à l'heure actuelle, mais les gens sont capables de réfléchir différemment quand ils sont placés devant de nouvelles idées ou des options intéressantes.

G. N.-D. : Un des principaux constats que j'ai tirés de la grève étudiante de 2012, c'est qu'il y a bien plus de gens qu'on pense au Québec qui s'intéressent à la chose publique, qui sont conscientisés et qui ont envie de se mobiliser, mais qui ne savent pas où aller. Soit parce que ces personnes ne sont pas syndiquées, soit parce qu'elles ne reconnaissent plus dans leur organisation syndicale un lieu d'engagement politique, soit parce qu'elles se désintéressent des partis politiques. C'est un des principaux défis à relever en termes de résistance actuellement. On a donc de nouveaux lieux d'engagement politique à créer, en dehors ou en marge des syndicats et des partis, qui ne rejoignent plus une grande partie de la population.

La question pétrolière au Québec est un enjeu majeur qui peut devenir un levier important dans les prochaines années; elle se situe à l'intersection de plusieurs grandes préoccupations.

Car sans ces nouveaux espaces, et aussi sans financement adéquat, les initiatives citoyennes finissent par s'essouffler, comme on l'a vu après le printemps 2012 et avec plusieurs organismes de l'action communautaire autonome. À cet égard, le mouvement syndical aurait tout à gagner d'être un acteur plus important encore dans la création de ces espaces et structures davantage citoyennes et le soutien à des coalitions, d'autant qu'il a les ressources pour le faire. C'est crucial de bâtir des réseaux de mobilisation solides dans la société civile si on est sérieux quand on parle de résistance et de changement social au Québec.

C. B. : Il y a effectivement des lieux à créer. Partout où je donne des conférences je le vois : les gens cherchent vraiment des espaces pour discuter, s'organiser. La résistance va s'organiser par la base. Elle prendra une forme citoyenne, car on ne doit plus attendre après les grandes organisations pour la démarrer. Dans bien des cas – notamment parce qu'elles sont placées sur la défensive – elles sont trop occupées à défendre leur propre pouvoir. Cela dit, à partir du moment où la résistance prend une forme citoyenne, il faut redoubler d'inventivité et de dévouement pour qu'elle prenne de l'ampleur.

L. G. : Comme le disait Hélène Pedneault, toutes les couturières du monde savent que tout ce qui a été mal fait, il faut le défaire et le recommencer. On est un peu dans cette mouvance au Québec, dans une période de crise des vieilles institutions et de réinvention de nouvelles formes, même dans le mouve-

ment communautaire autonome. Mais il me semble qu'actuellement, l'idée qu'on peut faire la différence progresse. La grève étudiante de 2012 a donné une forte impulsion à cet égard. Elle est arrivée comme un sursaut, un surgissement de créativité. On a senti qu'il y avait une nouvelle façon d'exprimer des résistances et c'était assez fantastique! Naissent ensuite des tas d'initiatives, de collectifs, de pratiques de démocratie directe qui renouvellent l'imaginaire politique. Par exemple, plusieurs personnes mobilisées en 2012 sont passées du côté des organisations de la lutte contre les pipelines; ce sont devenus des vases communicants.

Quelles luttes actuelles ont selon vous un potentiel mobilisateur pour penser une résistance globale au modèle politique, économique et social? La lutte pour l'indépendance du Québec a-t-elle encore ce potentiel?

G. N.-D. : Il y a un bilan critique à faire de toutes les initiatives nées pendant la grève de 2012, car la plupart se sont aujourd'hui essoufflées, mais je crois que la question pétrolière est un enjeu majeur qui peut devenir un levier important dans les prochaines années. Je pense à la lutte contre le pipeline Énergie Est de TransCanada, à Anticosti, au pétrole en Gaspésie; la question pétrolière se situe à l'intersection de plusieurs des grandes préoccupations de notre époque. L'enjeu environnemental et climatique, d'abord, qui est le grand enjeu du XXI^e siècle; mais aussi l'enjeu du modèle de développement et d'occupation du territoire, et celui de la démocratie. Car les projets, qu'ils soient de transport ou d'exploitation des hydrocarbures, posent immédiatement la question de qui décide de leur réalisation. Et parce qu'ils sont très concrets, ils sont très mobilisants : Énergie Est, c'est un tuyau qui passe sur le terrain des gens. Quand on réalise qu'il y aura 1,1 million de barils de pétrole par jour qui passeront à 20 mètres de sa maison, on prend tout de suite conscience du risque. Et, à partir de là, se développe une politisation qui dépasse le « pas dans ma cour ». D'ailleurs, la mobilisation fonctionne en ce moment sur le terrain, on a vraiment de bonnes chances de gagner cette lutte-là.

C'est aussi un enjeu qui permet de parler de l'indépendance du Québec, de manière tangible, réelle, significative. Parce qu'on le sait, le modèle de développement économique canadien pour les prochaines années, malgré les beaux discours de Justin Trudeau et malgré la conjoncture actuelle, demeure fondé sur le pétrole de l'Ouest. À une époque, le projet de *nation building* économique du Canada a été le chemin de fer; aujourd'hui, c'est le développement pétrolier.

C. B. : Les territoires, nos territoires, avec les gens qui les habitent et les ressources qu'on y retrouve sont désormais une partie importante de l'équation citoyenne : on doit se les approprier et se donner les moyens de choisir et de décider collectivement comment on les développera. Car ces territoires sont convoités par une élite qui les conçoit comme un réservoir de ressources exploitables sans égard pour les habitants. Et une de ces ressources, sans doute la plus précieuse, c'est l'eau. Si la question pétrolière peut mobiliser la société, c'est

aussi pour défendre notre eau, comme l'a entre autres montré le cas de la Ville de Gaspé, qui a adopté un règlement pour protéger son eau potable des forages pétroliers.

Le cas des gaz de schiste, aussi, a bien montré à quel point l'ancrage dans le territoire peut redonner un pouvoir aux citoyens. Quand on a voulu forer le sol à 10 mètres de leur résidence, ils se sont soulevés et, soutenus par un relais médiatique présent et efficace, ils ont fait reculer les politiciens et les compagnies gazières. Un autre exemple est celui des États généraux du monde rural de 1991, qui a marqué le début d'une solide reprise en main du monde rural derrière le cri de ralliement « Tant vaut le village, tant vaut le pays ». C'était un moment magique pour constater que les citoyens ruraux n'étaient pas seuls, qu'il y avait d'autres personnes, d'autres villages qui vivaient les mêmes enjeux et qu'un cri collectif portait fort et loin. On constatait la puissance de l'ensemble et on a pu redresser la situation: si aujourd'hui environ 150 des 1040 communautés rurales du Québec vont très mal, en 1991, c'était le cas de la quasi-totalité d'entre elles. Même l'OCDE et le Conference Board du Canada ont constaté qu'on peut renverser les mouvements de déclin en donnant des leviers – même petits – aux gens, pour leur redonner une fierté et une emprise sur leur milieu de vie.

La démocratie, l'égalité entre les hommes et les femmes, un environnement sain, etc., ne seront jamais donnés une fois pour toutes; ce sont des objectifs à atteindre. La résistance doit faire partie de notre vocabulaire de manière permanente.

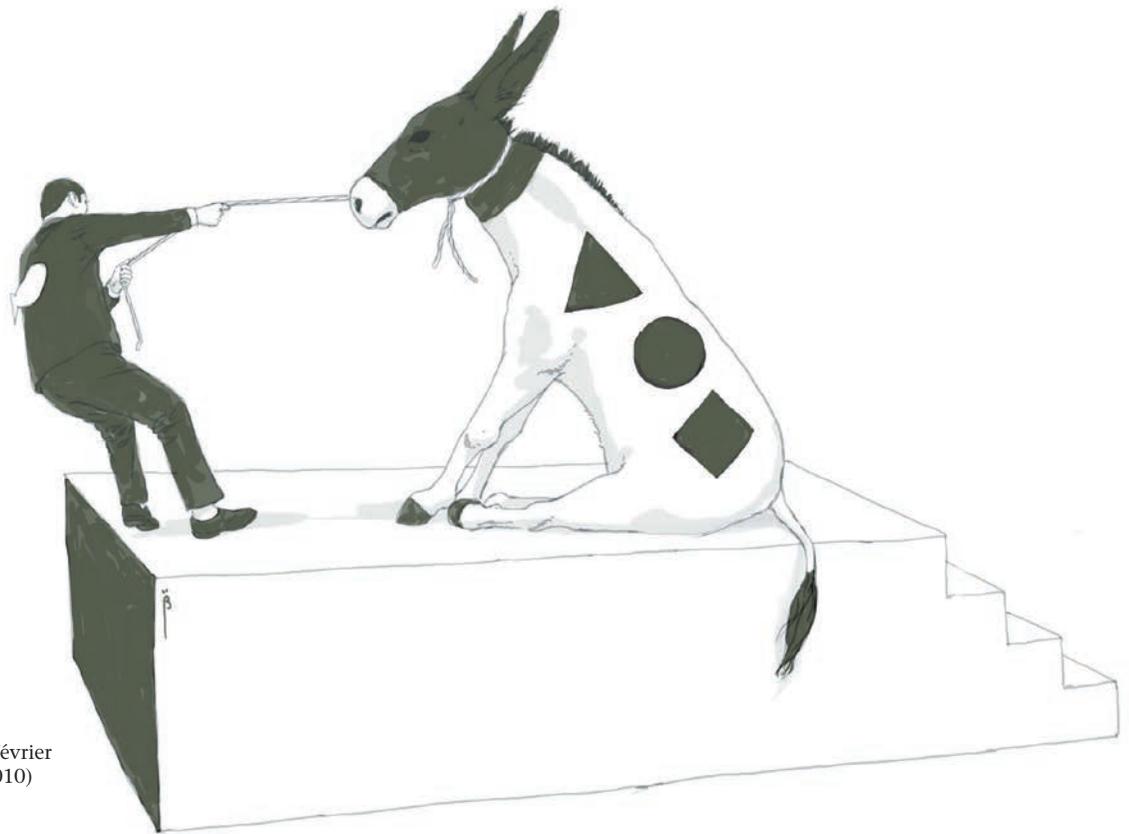
G. N.-D. : Une chose qui m'a sauté aux yeux en côtoyant les citoyens qui luttent contre Énergie Est, c'est que de plus en plus de gens sont frustrés de ne pas avoir un mot à dire sur le développement du territoire. Je pense d'ailleurs que c'est un sentiment plus répandu hors de Montréal, dans les coins de pays où les gens ont une proximité plus grande avec le territoire. Ça ne veut pas dire que ces populations-là sont spontanément écologistes; néanmoins, elles ont souvent le sentiment d'être « gérées » par les gens de la ville, de Montréal ou de Québec, du gouvernement ou du privé. Si on reconnaît qu'il y a dans cette manière de voir les choses un moment de vérité, je pense qu'il y a quelque chose à faire à partir de ce sentiment de dépossession, une manière de le canaliser de façon progressiste. À certains égards, la droite a compris cela et elle en fait ses choux gras dans plusieurs régions du Québec. On peut ici penser au maire Tremblay de Saguenay et à sa célèbre déclaration sur « Greenpeace et les intellectuels de ce monde ». Bien sûr, c'était une déclaration démagogique, anti-intellectuelle et proprement ridicule. Sauf qu'elle a eu de l'écho parce qu'elle en appelait à un sentiment de fierté régionale, à la mobilisation des gens ordinaires contre une « élite » qui n'aurait pas en tête les intérêts des travailleurs. Ce n'est pas normal que ce soit la droite qui fasse résonner ces valeurs-là!

Bref, je pense que c'est sur la base de ce genre de sentiments spontanés qu'il faut tenter de construire une résistance et, éventuellement, un projet d'émancipation collectif. Ce ne sont bien sûr que des intuitions et elles restent embryonnaires. Mais l'idée générale est qu'il faut que le discours de la gauche indépendantiste se remette au diapason des craintes et des indignations concrètes des classes populaires. Je crois que nous avons depuis trop longtemps arrêté de le faire, parce que nous étions enfermés dans des débats stériles, en se demandant par exemple s'il fallait prioriser l'indépendance ou la justice sociale dans notre démarche. Ce sont des querelles toutes théoriques, elles restent sourdes aux frustrations et aux injustices concrètes qui se jouent dans le quotidien. On ne construit pas un discours mobilisateur à partir d'idéaux abstraits, mais à partir des contradictions ou des conflits réels.

L. G. : La réponse à *de moins en moins* de démocratie, c'est *de plus en plus* de démocratie. Pas seulement une démocratie représentative renouvelable aux quatre ans, mais une démocratie de plus en plus directe, participative et délibérative, ce qu'on peut aussi appeler « souveraineté populaire ». Le pouvoir n'a pas à être accaparé par une personne, un groupe, une institution; il doit circuler et être partagé entre tous les citoyens et toutes les citoyennes. Sur ce terrain, depuis longtemps déjà, résistances et création d'alternatives s'entremêlent. On n'a qu'à penser aux luttes acharnées contre la privatisation des services publics que mènent des coalitions comme Solidarité santé et Main rouge depuis plusieurs années, à la grève étudiante de 2012 (un niveau de mobilisation rarement atteint dans notre histoire), ou aux nouvelles luttes comme les chaînes humaines de parents pour la préservation de l'école publique et des CPE.

Je suis donc entièrement d'accord que le pétrole est un enjeu majeur, mais toutes ces luttes le sont aussi. Parce que les dominants ne veulent absolument pas de l'égalité sociale. Il faudrait donc que les milliers de personnes qui se sont mobilisées pour l'environnement se mobilisent aussi contre les inégalités sociales, pour les services publics, avec la même intensité. Car ces choses-là sont liées. Il faut éviter de sectoriser la vision d'ensemble qui organise les stratégies de lutte, au risque de voir se développer, par exemple, un capitalisme vert qui veut « sauver » l'environnement mais pour qui l'exploitation des gens est acceptable. Quand vient le temps d'appréhender la société, il ne faut pas perdre la vision d'ensemble. En cette matière, nous aurions sans doute beaucoup à apprendre des peuples autochtones, notamment de leur vision des liens entre humains et nature. La refondation de nos relations avec les peuples autochtones (s'extirper d'un rapport colonialiste, reconnaître les torts que nous avons infligés à ces peuples, respecter leur droit à l'autodétermination, etc.) demeure d'ailleurs pour moi une question majeure.

C. B. : La force du mouvement indépendantiste dans les années 1970 était justement d'offrir une vision d'ensemble, un fil conducteur aux différentes actions, dont certaines vont cristalliser cette vision, la faire apparaître aux yeux des gens pour qu'ils s'y rattachent. On se parlait de société québécoise, de



Shrü, *Résistance*, 2016.
Artiste invité des n^{os} 682 (février
2003) et 745 (décembre 2010)

qui on est, on se redonnait une fierté, et on agissait à plusieurs niveaux : en agriculture comme en culture, en matière linguistique – avec la loi 101 – comme en matière économique, avec des mécanismes d’investissement collectif comme la Société générale de financement, entre autres. On se donnait des leviers, des prises sur le monde. Le problème aujourd’hui, avec l’indépendance, c’est qu’on n’a pas été capable comme société de décider si c’est un moyen ou une fin en soi.

L. G. : À cet égard, je suis impliquée dans le travail qui a été fait depuis trois ou quatre ans pour bâtir un mouvement citoyen, non partisan, pour l’indépendance. Je trouve qu’il y a là une voie très intéressante, qui s’appuie sur les autres chantiers de démocratisation en œuvre partout au Québec et que j’évoquais à l’instant. Ce mouvement, qui a pris la forme du OUI-Québec (Organisations unies pour l’indépendance), puise ses racines dans la notion même de souveraineté populaire, dans ce qui naît à la base et de la base, dans ce qui se construit comme alternatives aux « modèles » dominants passés et actuels, dans l’aspiration à *parler à haute voix plutôt que murmurer son existence*, comme le disait le slogan du Regroupement des québécoises pour le OUI durant la campagne référendaire de 1995.

La résistance, quand on milite, est souvent exigeante. Comment résiste-t-on à l’épuisement ? Au sentiment de ne pas en faire assez ? Où puisez-vous l’énergie pour continuer ?

G. N.-D. : On me demande souvent ces temps-ci si j’ai espoir que les choses changent. À ce genre de question abstraite on ne peut jamais répondre de manière convaincante. Je crois qu’il faut faire ce qu’il faut pour que les choses changent, sans s’empêtrer dans des discussions abstraites sur l’espoir. Cela dit,

l’amitié a été un facteur déterminant dans mon expérience militante, qui a été assez particulière il faut le dire. D’avoir des liens forts avec des gens en qui on a confiance, c’est très important dans les pratiques militantes.

C. B. : C’est pour les gens qu’on aime qu’on se bat pour une meilleure société. Si on ne fait que penser à ce que la société nous donne personnellement et qu’on ne se préoccupe pas de l’avenir, la vie sera peut-être plus confortable, mais au bout du compte, quel est l’amour qu’on aura laissé ? Il ne faut jamais laisser tomber. Toutes les batailles sont importantes. Ce n’est jamais une bataille prise individuellement qui compte, c’est la constance dans ce qu’on fait. Pour certaines personnes c’est plus facile, mais pour d’autres ça prend beaucoup de courage ; et c’est là qu’on voit le plus beau de la nature humaine.

L. G. : Il ne faut pas juste se battre pour avoir de quoi vivre mais pour avoir des raisons de vivre. Ça, on l’a beaucoup senti lors de la Marche du pain et des roses et la Marche mondiale des femmes, des événements extraordinaires de solidarité. Chaque fois qu’on s’installe dans une posture de militance, il y a un retour d’amitié, de réciprocité, d’énergie, qui fait que peu importe les résultats, même si les luttes sont longues et peuvent parfois durer des générations, le seul fait d’y contribuer donne de l’énergie et de la joie.

Il faut aussi se dire que peu importe les victoires qu’on remportera, peu importe le type de société, la résistance sera toujours nécessaire. La démocratie, l’égalité entre les hommes et les femmes, un environnement sain, etc., ne seront jamais donnés une fois pour toutes ; ce sont des objectifs à atteindre. La résistance doit faire partie de notre vocabulaire de manière permanente. ☺

Propos recueillis par Emiliano Arpin-Simonetti